

# L'école suisse en préparation ?

## Education, compétitivité et solidarité dans la Confédération Helvétique <sup>1</sup>

Olivier Maulini

Université de Genève  
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation  
2002

Missions de l'école, objectifs d'apprentissage, structures scolaires, critères et procédures d'évaluation, gestion des établissements, intégration des élèves, formation des maîtres<sup>2</sup> : ces enjeux sont discutés partout en Suisse, mais d'abord à l'intérieur des vingt-trois cantons<sup>3</sup>. L'école genevoise, par exemple, est en « rénovation », l'école vaudoise est en « mutation », elles s'attaquent en partie aux mêmes « chantiers de l'innovation », mais dans des contextes différents. Les degrés et l'évaluation notée doivent être remplacés par des cycles pluriannuels et une évaluation critériée dans les deux Républiques, mais en pays vaudois, la ministre est socialiste, et en pays genevois, elle est libérale. Des menaces de référendum planent ici et là, mais ce que les libéraux dénoncent à Lausanne, ils le proposent à Genève, et si le débat devait vraiment se politiser, il pourrait se mener dans les deux cantons à fronts renversés.

L'exemple est anecdotique, mais il montre que l'Ecole suisse n'est, pour sa part, ni en rénovation, ni en mutation, parce qu'elle est à peine en préparation. Les cantons francophones rédigent patiemment un Plan d'études cadre romand, la Confédération institue des Hautes écoles pédagogiques pour la formation des maîtres, mais la Conférence qui rassemble les vingt-trois chefs de départements ne publie encore que des recommandations.

C'est pourtant cette Conférence qui a vécu récemment deux sortes de « crises ». Des crises qui ne sont pas dramatiques, mais qui sont intéressantes parce qu'elles ont non seulement concerné tous les cantons, mais qu'elles les ont aussi confrontés à la question qui fonde la Confédération : « que ferons-nous ensemble plutôt que seuls ? » En observant tour à tour ces deux crises, on voit comment un Etat cherche à fédérer ses forces (intérieures) et à tisser des liens (vers l'extérieur). C'est-à-dire : comment il cherche, par l'éducation, à préserver son autonomie et sa cohésion.

### **Apprentissages fondamentaux et compétitivité : fédérer les forces**

Première crise, première interrogation : l'efficacité de l'enseignement et les apprentissages fondamentaux. Au baromètre de PISA, la Suisse a pointé en tête de liste pour les mathématiques, mais au milieu du peloton (avant l'Allemagne ou la Pologne, mais derrière la Finlande ou la Corée) pour la lecture et les sciences. Pour les spécialistes, « le constat le plus marquant pour la Suisse, est la part importante d'élèves qui disposent d'une compétence en

---

<sup>1</sup> Article publié dans la revue *Eduquer* de la Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente (Bruxelles, Belgique, <http://ligue-enseignement.be>), n°40, pp. 10-12.

<sup>2</sup> Le masculin utilisé dans ce texte est purement grammatical. Il renvoie à des collectifs composés aussi bien d'hommes que de femmes, de garçons que de filles, de maîtres que de maîtresses, de Suisses que de Suissesses, etc.

<sup>3</sup> La Suisse, c'est vingt-trois cantons, vingt-trois gouvernements, vingt-trois systèmes éducatifs. Genève, par exemple, est une petite République de 414'000 habitants (1500 au km<sup>2</sup>) dont la langue officielle est le français. A l'autre bout du pays, les Grisons sont 25 fois plus grands, mais ils ne comptent que 26 habitants par km<sup>2</sup> pour trois langues officielles : l'allemand, l'italien et le romanche. Ces deux états, l'un en ville, l'autre à la montagne, ont chacun leurs écoles, leurs programmes, leurs filières de formation, leur administration scolaire, bref : leur Département de l'instruction publique. La Confédération assume principalement l'organisation de l'enseignement supérieur (Universités, Hautes écoles, formation professionnelle). En restera-t-elle là ? C'est la question que pose ce texte.

lecture très faible ». Ces spécialistes ont insisté pour que le contexte, la méthodologie et les résultats de l'enquête soient interprétés de manière rigoureuse et nuancée, mais le débat public n'a généralement retenu que le classement des médailles. Et il a jugé que des résultats « moyens » étaient insuffisants pour un pays qui a toujours considéré la matière grise et l'ardeur au travail de ses enfants comme un gage de prospérité.

Ce débat est instructif, parce que la Suisse s'est mesurée collectivement à ses voisins, mais parce qu'elle a aussi pu comparer entre eux les résultats des différents cantons. La Suisse romande, par exemple, fait plutôt mieux que la Suisse alémanique et la Suisse italienne. Et Fribourg fait mieux que Genève. Là encore, les chercheurs ont beau dire qu'« il y a peu de différences de moyennes entre les cantons », ils ont beau répéter que les conditions sociologiques sont très différentes d'un coin du pays à l'autre, une « victoire » locale vient vite compenser la « contre-performance » nationale. Et l'on entend quelques journalistes ou quelques élus se féliciter un peu mesquinement d'un éventuel « succès valaisan » (5% des élèves au-dessous du seuil minimal en lecture, contre 21% à Genève). Moralité : comme au football, un triomphe helvétique est rarement modeste, mais toujours relatif. Quand l'équipe nationale n'a pas le format mondial, on se rabat sur l'équipe locale pour damer le pion aux Genevois ou au Zurichois...

L'esprit de clocher pourrait donc inciter au « chacun pour soi ». Mais de deux choses l'une : soit les cantons se mesurent entre eux, soit ils s'unissent pour progresser ensemble. Les deux logiques ne sont pas incompatibles, mais on voit bien qu'elles n'offrent pas les mêmes perspectives. Si le Valais se sépare des autres cantons, il remonte mécaniquement de trois places dans le classement des nations. Mais il fait éclater la Confédération, d'abord parce qu'il « abandonne » ses voisins moins bien classés que lui, ensuite parce qu'il se condamne lui-même. Les cantons-villes multiculturels n'ont peut-être pas les meilleures notes en lecture, mais ils soutiennent l'économie de montagne *via* une péréquation financière dont profitent au bout du compte les écoles des vallées.

Editer des **standards nationaux** qui, dans le domaine de la lecture, de la mathématique et des sciences, devraient s'imposer progressivement à **tous** les cantons, pour qu'ils progressent ensemble plutôt que chacun pour soi, voilà comment la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique a finalement réagi à l'enquête PISA. Ce que les cantons ont jalousement protégé durant un siècle, ce que l'école romande a péniblement harmonisé en trente ans – les plans et les objectifs de fin d'études – pourrait être prochainement « confédéré ». On parle même, standardisation oblige, d'unifier les critères d'évaluation et les échelles de notation. Hier encore, trois Départements fédéraux se partageaient des bribes du système de formation : le Département de l'intérieur (Universités et Hautes Ecoles), le Département de l'économie (formation professionnelle) et le Département de la défense (Education physique). Aujourd'hui, le salut national passe peut-être moins par le maniement de la hallebarde que par la création, à moyen terme, d'une institution inédite : le Département *fédéral* de l'instruction publique.

### **Nouveau monde, nouveaux besoins : changer les liens ?**

La chose serait entendue si la tendance au rassemblement n'était pas contrariée (équilibrée ?) par une tendance inverse à l'éclatement. Car il y a un deuxième débat, vif lui aussi, qui tient moins aux savoirs fondamentaux qu'aux savoirs nouveaux, aux savoirs enseignés qu'aux savoirs à enseigner. Ce débat complique la crise, parce qu'il porte sur l'efficacité du système, mais aussi sur son orientation.

D'un côté, il y a ce que l'école enseigne (ou prétend enseigner), et que PISA prétend mesurer. Mais de l'autre, il y a ce que l'école *pourrait* enseigner. Lire, écrire, compter : tout

le monde est pour, et qui serait, en ces matières, contre l'efficacité ? Mais pour le reste ? Les disciplines de base sont sans doute nécessaires, mais sont-elles suffisantes pour que l'école relève – efficacement, bien sûr – ce que l'OCDE appelle les « défis d'un monde en pleine mutation » ? Le canton de Zurich a estimé que non, et il a mis le feu aux poudres confédérales en préférant l'enseignement de l'anglais et d'Internet à l'enseignement précoce du français. Au nom, une fois encore, de la compétitivité et de la lutte pour les meilleures places.

Dans une économie globalisée, libéralisée, interconnectée, il faut se battre pour exister. Il faut échanger, communiquer, se relier. Les Zurichois ont fait le pari d'une école « branchée » sur les réseaux et sur les marchés, quitte à défaire les liens qui pourraient les handicaper. Contre qui se défendre et à qui s'allier ? On le sait à Zurich comme à Genève et à Lugano : le pays n'a jamais affronté ce genre d'hésitations sans questionner son avenir et son identité.

Jusqu'ici, il y avait, en Suisse, un *modus vivendi* : la seconde langue enseignée est une langue nationale. Le français en Suisse allemande, l'allemand en Suisse romande. Echange et réciprocité, l'enseignement des langues était, pour les habitants des quatre régions linguistiques, une façon concrète mais aussi symbolique de « vivre ensemble ». Communiquer d'abord à l'intérieur des frontières, faire l'effort de se parler, de se rencontrer, de se connaître, de se comprendre, c'était en quelque sorte pérenniser l'**indépendance** (de la Confédération) par l'**interdépendance** (des cantons). En plaçant unilatéralement l'anglais devant le français, et en entraînant avec lui d'autres cantons germanophones, le canton de Zurich a provoqué des réactions partout en Suisse, et surtout en Suisse romande. Comment soutenir l'effort local envers l'allemand, si le don n'a pas son contre-don ?

Là aussi, le débat s'est nationalisé. Et si aucune décision coercitive n'a été prise, la dispute sur les langues a ébranlé une deuxième fois le fédéralisme, en plaçant les Suisses devant cet étrange dilemme : d'un côté, laisser les cantons définir librement leurs priorités (fédéralisme) ; de l'autre, les contraindre à enseigner ce dont le pays a besoin pour durer (fédération). La liberté cantonale au risque de l'éclatement, ou la solidarité confédérale au risque de l'enrôlement, les questions pédagogiques sont décidément des questions politiques.

### **Savoirs pour tous et ultime Confédération**

En Suisse comme ailleurs, les débats sur l'école peuvent opposer la droite et la gauche, les conservateurs et les innovateurs, les « républicains » et les « pédagogues ». En Suisse comme ailleurs, ils sont conditionnés par le contexte économique, social, politique. Les mesures, les classements et les comparaisons sont exploités pour le meilleur et pour le pire. Tantôt pour démocratiser l'accès aux savoirs et aux compétences, tantôt pour tout exiger de l'école (l'allemand, l'anglais **et** le français ; la culture classique **et** l'informatique ; les savoirs de base **et** les compétences transversales), quitte à épuiser maîtres et élèves dans la fuite en avant. Nos cantons valent ce que nous valons. Ils affirment, comme le fait la loi genevoise sur l'instruction publique, que l'école doit « tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire ». Mais lorsqu'on compare la formation de leurs élites, ils préfèrent être les premiers que les derniers.

Ce que confirme l'Ecole suisse en préparation (?), c'est qu'une politique démocratique doit naviguer sans cesse entre séparation et liaison, entre liberté et contrainte, entre indépendance et solidarité. Et qu'elle peut organiser la mesure pour triompher des voisins, ou pour viser avec eux le progrès de chacun.

Soyons raisonnables, finissons donc sur cette utopie. Les mêmes savoirs pour tous, la volonté et les moyens de se parler : ce qui est bon pour un canton est bon pour la Confédération. Bien sûr, il reste la Finlande (qui est devant nous), et le Brésil (qui est derrière

nous). Mais en 2002, la Suisse a fini par entrer à l'ONU. Et que sont les Nations Unies, sinon la Grande Confédération en préparation ?

### ***Références Internet***

Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (La coordination intercantonale)  
<http://edkwww.unibe.ch/>

Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (Le plan d'études cadre romand)  
<http://www.ciip.ch/>

Service de la recherche en éducation, Genève (L'enquête PISA en Suisse romande)  
<http://agora.unige.ch/sred/>

Syndicat des enseignants romands (Les Assises romandes de l'éducation)  
<http://www.le-ser.ch/>

Laboratoire LIFE, Université de Genève (Les « Chantiers de l'innovation » à Genève, en Suisse et ailleurs)  
<http://www.unige.ch/fapse/SSE/groups/life/chantiers>